

Le-Perray-en-Yvelines

Grand Débat National

8 mars 2019

Synthèse

Premier thème :

Fiscalité et dépenses publiques

PORTE PAROLE DE L'ATELIER

Un rappel des questions de l'impôt. Participer à la redistribution et servir aux Français les services publics. Pour nous ce sont les missions fondamentales. Après, première idée, éventuellement démarrer une réflexion pour envisager une refonte globale de l'impôt, par exemple en fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG.

Autre thème qui apparaît dominant, la nécessité que cet impôt soit proportionnel, donc cela impliquerait peut-être de supprimer la flat tax qui est par définition la négation de ce principe de proportionnalité, parce que c'est un taux unique de 12 % d'impôt, le reste étant des prélèvements sociaux qui font un total de 30. Il y a le problème de l'assiette de cet impôt qui soit le plus large possible. Cela suppose qu'on lutte contre l'évasion fiscale, ce qu'on pourrait peut-être mettre en œuvre, envers ceux qui placent leur argent dans des paradis fiscaux, une technique adoptée récemment aux Etats-Unis, faire payer le delta. Vous allez dans un paradis fiscal, au Benelux ou en Irlande, vous payez 3%, ici chez nous ce serait 10. Vous allez payer les 7% d'écart.

Après autre idée sur l'assiette : les niches fiscales, tous ces mécanismes qui permettent de diminuer le montant sur lequel s'applique l'impôt. Les niches fiscales, on pourrait peut-être réduire leur nombre ou au moins plafonner certaines, car les experts fiscalistes quand on a les moyens de se les payer, ils cochent toutes les cases et ça fait que presque l'Etat leur doit de l'argent. Il faudrait les plafonner à 20% par exemple, pourquoi pas. Les dons aux associations sont plafonnés à 20%. On pourrait retenir ce taux ?

Supprimer aussi certains abattements injustes. Par exemple, il y en a qui sont totalement obsolètes que paraît-il même certains parlementaires ont essayé de supprimer. Les journalistes ont droit d'office à un abattement de 6 000 et quelques euros de leur revenu. Si on fait la liste, il y a certainement encore pléthore d'injustifiés.

Autre thème : les dépenses publiques. A quoi sert l'impôt ? Il pourrait par exemple comme actuellement servir à financer le CICE qui représente des sommes dingues. Il faudrait peut-être s'assurer qu'il y a derrière des compensations et des contreparties en termes d'emplois, peut-être même inverser les rôles. Je te donne le pognon.... On t'aide en tout cas s'il s'avère qu'il y a des délocalisations, des fermetures d'entreprise, faire retour, remboursement du CICE. Qu'on ne paye pas des impôts à fonds perdus.

Il y a certainement des moyens de réduire certaines dépenses publiques, à l'exclusion du service à public, de certains services des collectivités, des hôpitaux qu'il faut préserver absolument, car il y a des grandes menaces. La santé c'est fondamental. Il y a peut-être des dépenses qui ne servent qu'à une petite minorité. Je ne veux pas faire de la démagogie mais les dépenses somptueuses à l'Élysée, au Sénat, bon...

Ce n'est peut-être pas le meilleur exemple, mais vous voyez l'idée donc revoir les notions de dépenses publiques. Il y en a plusieurs qui ont été condamnées par la Cour des Comptes.

On pourrait peut-être aussi rendre les avis de la Cour un petit peu obligatoires plutôt que ce soit un avis consultatif. Tu parles, mais cause toujours....

Je crois que j'ai dit l'essentiel proportionnalité, l'assiette, les dépenses.

Débat

CONSTATS

- **Plus on dépense une partie importante de son salaire pour manger, plus on paye d'impôt.**
- **Je pense que la dépense publique indique le niveau de civilisation d'un pays.**
- **C'est la TVA qui est un impôt indirect particulièrement injuste.**
- **Il faut intégrer qu'il y a une évolution technologique.**
- **IL ne faut pas du jour au lendemain décréter, au nom de l'évolution technologique, que l'on supprime purement et simplement les services.**
- **Un enfant qui nécessitait une réanimation pédiatrique, il n'y avait plus un seul lit de libre sur toute la région parisienne.**
- **C'est nous l'Etat, c'est notre argent.**

- **On dépense n'importe comment l'argent. 40 milliards de CICE qui ne servent à rien.**
- **Comment on fait dans une maison de retraite, quelles machines vous mettez pour donner à manger aux personnes âgées.**
- **S'il n'y avait pas de fraude fiscale, la France ne serait pas endettée.**

PROPOSITIONS

- **Il faut qu'on arrive, avant les dépenses, à penser aux recettes.**
- **Je suis favorable à l'impôt sur le revenu pour tous les Français.**
- **Il faut une part plus importante de l'impôt sur le revenu qui est l'impôt le plus juste.**

2^e thème :

Organisation de l'Etat et des collectivités

PORTE PAROLE DE L'ATELIER 1

Premièrement un petit chapitre sur l'Europe. L'Etat et l'Europe doivent avoir une diplomatie indépendante. Par exemple : réagir plus correctement vis-à-vis des boycotts. Sur l'Europe, toujours faire une Europe politique qui tend à neutraliser les politiques économiques et sociales, ça c'est des vœux pieux.

Ensuite revenir sur l'élection du président de la République au suffrage universel qui est la source de pas mal de problèmes, en particuliers de reconnaissance des élus. Point le plus important est de répondre à plusieurs interventions : l'Etat doit s'adapter en permanence et il doit s'adapter en réexaminant ses missions. Alors ses missions, ce n'est pas à lui tout seul de les déterminer, ça doit faire l'objet d'une concertation avec des intervenants bien choisis et ses missions étant déterminées et acceptées, il doit adapter ses moyens. Donc le personnel en nombre et en compétences, ça peut dire sans doute augmenter à certains endroits et diminuer à d'autres ; donc il n'y a pas de sectarisme à avoir, c'est quelque chose qui doit être raisonné.

Autre point sur l'organisation toujours, réduire, regrouper le nombre des organisations. On a pris les gens qui ont des mutuelles mais il y en a des quantités d'autres. On devrait uniformiser les règles entre les différentes mutuelles, les différentes caisses de retraites etc.

Encore une autre idée, réduire les niveaux et les intermédiaires. Aujourd'hui on a l'Europe, l'Etat, la région, le département, la commune. On avait oublié l'intercommunalité. Pour la construction, je ne sais pas, d'un pont, d'un lycée, d'une toute etc. Souvent c'est quatre ou cinq organismes qui interviennent. On ne sait pas trop bien qui est le responsable dans tout ça. On estime qu'un ou à la limite deux intervenants sur un projet serait bien suffisant. On aurait une chance de savoir qui est responsable.

Aujourd'hui on se demande d'ailleurs qui est responsable dans ce cas-là. Est-ce que c'est l'administration ou est-ce que c'est les élus. On sait trop rien mais je pense que les intéressés doivent pas savoir non plus.

On change de registre : favoriser l'intégration des jeunes, favoriser l'alternance etc. Simplifier l'ensemble des démarches en particulier des petites entreprises. On va faire l'écho à ce qui a déjà été dit : réduire la part des impôts indirects et augmenter la part du direct pour tendre à ce que le direct soit payé par la plus grande partie de la population. Un petit point particulier sur le service des impôts, le site internet pour obtenir des attestations de régularité fiscale ne fonctionne pas toujours très bien. Il faut mettre du personnel pour l'accueil téléphonique des administrés.

Conserver des points d'accès aux administrations, des points d'accès humains, téléphoniques etc. Pas des nouvelles lois qui fassent doublons avec des anciennes, c'est-à-dire que si on fait une nouvelle loi, on doit faire l'analyse des anciennes et puis supprimer pour répartir sur quelque chose propre.

PORTE PAROLE DE L'ATELIER 2

On a des points en communs mais je vais les redire quand même pour être sûr de ne rien trahir. On a trois chapitres en gros.

Le premier chapitre, c'était sur la simplification ou, en tout cas, la visibilité et l'accessibilité des services pour les usagers. Donc cela rejoint un petit peu la complexité des organisations avec beaucoup de niveaux, ce qu'on appelle un peu souvent le millefeuille qui fait que on ne sait pas souvent à qui s'adresser pour quoi et que l'on peut être renvoyé de l'un à l'autre. L'idée générale c'était en fait celle du guichet unique. Ça peut être un guichet internet comme ça peut être un guichet physique, avec un correspondant ou un interlocuteur unique et de mettre la complexité un peu plus en back office, c'est-à-dire que finalement l'utilisateur n'a pas à subir la complexité, si elle doit demeurer pour certaines raisons, qu'elles demeurent mais en arrière-plan. En tant qu'utilisateur, on doit avoir la simplicité. D'ailleurs, sans doute que si on met cette simplicité au premier plan, cela va accélérer la rationalisation et la simplification de l'arrière-plan puisque finalement l'interlocuteur unique se dira 'Mais pourquoi je parle à d'autres personnes différentes pour faire des choses que je pourrai faire avec une seule'. Cela peut avoir un effet positif de simplification à la fin. Dans ces exemples qu'il faut développer, il y a le portail de l'interlocuteur unique, les maisons d'accès de Service public, y a même des services produits. Il y a plusieurs initiatives comme ça qui sont testées ou déployées dans certaines régions rurales apparemment, ce qui serait bien c'est que ce soit pas juste des tests, des îlots et qu'il puisse y avoir un développement rapide de ce qui marche et ce qui a été testé quelque part pour plus d'égalité des territoires et les citoyens.

En gros, voilà le premier niveau, la simplification et l'accessibilité.

Le deuxième c'est de faire l'équilibre entre l'équité territoriale et même temps la décentralisation. C'est-à-dire que l'on veut, bien sûr, être le plus près des besoins des citoyens et pouvoir apporter des services pour répondre aux besoins, sans créer trop de différences d'accès aux services suivant les territoires. Donc il faut avoir des mécanismes compensatoires, il y a des choses comme la péréquation, il doit y avoir d'autres systèmes qui doivent faire en sorte que l'on reçoive le même niveau de services suivant les territoires, pour répondre à des besoins et par forcément la même dépense qui dans certains territoires ne permettra pas de réaliser le même niveau de services.

Dans cette deuxième section, discuter aussi, toujours dans l'esprit de cette simplification, de revoir les instances. Lesquelles sont vraiment utiles ? il y a eu des discussions sur l'utilité du Sénat, l'utilité du Conseil économique et social. On a parlé de la Cour des Comptes aussi. La cour des Comptes, par exemple, on disait autour de la table qu'elle avait une véritable utilité mais qu'elle n'était pas suffisamment reconnue dans l'action mais qu'elle était un petit trop consultatif. D'autres comme le Conseil économique et social faisait beaucoup de commentaires et de propositions, mais évidemment qui ne menaient pas à grand-chose, donc forcément utile. Je pense qu'effectivement il y a des niveaux dont on pourrait se passer.

La troisième section, en fait, est la plus importante. On a pris deux exemples, concrètement, quels services publics sont importants. Qu'est-ce qu'il est important

de faire pour que ce service se maintiennent ou s'améliorent ? On a pris deux exemples, celui de la Santé et de l'Education. La Santé, alors, ce n'est pas toujours complètement un service public d'ailleurs. Il faut qu'on la voie comme un service public parce qu'elle répond à un besoin essentiel de la population et donc il faut absolument la voir comme un service public mais on est dans un système qui est entre le purement libéral, le système qui est mutualisé et le système qui est, on va dire, de la prise en charge des urgences. La santé coûte de plus en plus cher, il faut faire un choix : soit on reste dans un système où le libéral paraît tellement important qu'on est prêt finalement à dire 'ça va coûter cher, va falloir rembourser moins, pas rembourser etc'. Soit il faut reconsidérer une partie du libéral, avoir un petit plus de contrôle, avoir par exemple, grâce au dossier personnalisé, éviter d'avoir de multiples actes pour les mêmes soins et essayer de rationaliser et de mieux contrôler. Contrôler aussi la posologie des médicaments pour éviter les conditionnements trop importants, encourager les génériques plutôt que les remboursements de marques et aussi développer le dossier médical, les maisons de santé pour vraiment avoir un Service public qui soit équitable.

Pour l'Education, comme il ne me reste que quinze secondes, je ne vais pas pouvoir développer trop mais il y a deux sujets. Il y a un sujet sur la gestion des ressources humaines et qui était en particulier sur le fait, que des jeunes qui sont un petit peu formés, sont directement parachutés dans des zones souvent très difficiles ; finalement, il est vraiment difficile d'apporter à ces jeunes le courage et l'expérience nécessaire pour réussir à garder leur motivation et évoluer. On devrait avoir une politique de ressources humaines qui soit plus sur les compétences et les besoins.

Le deuxième c'est que l'Enseignement supérieur a un problème à la fois d'adéquation avec les besoins professionnels et qu'on développe des filières où les gens qui se perdent un petit peu, perdent un peu leur temps et rebondissent. On pense qu'il faudrait développer beaucoup l'apprentissage et développer aussi les liens en général entre les universités, les écoles qui sont à vocation un peu plus professionnelle, y compris les écoles publiques, avec les entreprises. Développer le tissu pour forcer un peu avec les enseignants d'avoir ce rapport régulier, pour vraiment avoir et développer cette adéquation entre enseignants et débouchés.

Débat

CONSTATS

- **L'intercommunalité : Aujourd'hui, on ne peut pas dire qu'elle fonctionne de façon remarquable et surtout dans l'optique où elle**

avait été choisie c'est-à-dire de réduire les dépenses, de mutualiser les moyens et de faire en sorte que ça fonctionne mieux.

- **Ce qui me choque, c'est que chaque niveau veuille avoir finalement sa porte d'entrée pour l'utilisateur, son contact etc.**
- **Parfois un humain c'est quand même plus pratique.**
- **On n'empêche personne de voter.**

PROPOSITIONS

- **La Cour des Comptes : effectivement il faut lui faire donner un plus grand rôle.**
- **Petit à petit le département doit disparaître et les compétences du département être réparties entre les régions et les intercommunalités, je pense que c'est l'avenir.**
- **Il faut conserver beaucoup d'échelons dans l'organisation territoriale, parce que c'est des niveaux de démocratie extrêmement précieux pour que les citoyens ne soient pas coupés de la vie publique.**
- **Il faut d'abord penser aux citoyens, aux services qu'on peut apporter aux citoyens, mutualiser, économiser et regarder quand même la qualité du service.**
- **Il faut avoir le personnel à l'accueil qui sache à dire à la dame qui vient ou au monsieur, ça il faut s'adresser à untel ou untel.**
- **Il faut d'abord penser aux citoyens, aux services qu'on peut apporter aux citoyens, mutualiser, économiser et regarder quand même la qualité du service.**

3^e Thème :

Transition écologique

PORTE PAROLE DE L'ATELIER 1

Donc on a eu un certain nombre de questionnaires, j'imagine que ça a été pareil pour vous et on a eu beaucoup de mal à faire le tri. On s'est plutôt orienté sur la mobilité. C'est un sujet sur lequel on est tous concernés. Moi encore aujourd'hui, je voulais rentrer plus tôt chez moi, je partais comme d'habitude parce que le train était supprimé, mais ça c'est presque le quotidien.

Donc voilà, on voulait se poser la question sur les difficultés. Ce qu'on en a un petit peu conclu, c'est que on avait besoin d'une offre fiable avec dépenses aussi régulières et aussi une cohérence sur les réseaux de façon à garantir à chacun de pouvoir se rendre effectivement de petites communes ici un peu partout, comme dit Monsieur. Donc effectivement si on a besoin de se déplacer en dehors des heures de pointe, on avait beaucoup de difficultés. Il faudrait un réseau très bien maillé. Donc c'est au niveau des offres du domaine public, c'est-à-dire organisé par les équipements, les structures classiques, les régions éventuellement l'Etat... On s'est aussi posé la question sur les particuliers, en se demandant si au fond est-ce que les particuliers peuvent pas faire ce que font les offreurs, en particulier pour les personnes âgées par exemple. On se pose aussi la question sur l'utilisation, vous savez qu'il existe actuellement Blablacar ou ce genre d'outils, et on se posait la question des difficultés en temps réel à savoir d'un point A à un point B, de savoir si on pouvait pas utiliser les dispositifs de l'intelligence artificielle. C'est-à-dire régulièrement, tous les jours le trajet pour aller d'un point A à un point B et à partir de là de se rendre compte qu'on peut mutualiser les trajets avec d'autres personnes et ainsi créer une collectivité de déplacements en différents points.

On a pensé aussi à des taxis collectifs, en utilisant bien sûr internet, avec des smartphones. On s'est posé aussi la question des déficits, des financements, de la transition écologique de façon générale. On a beaucoup débattu entre nous forcément et on s'est surtout posé la question du déficit public. Est-ce que ce n'est aussi un changement des comportements, de nos comportements au quotidien, en passant peut-être par des aspects pédagogiques. Donc il y a peut-être une réflexion à mener pour comprendre qu'on a tous quelque chose quelque part à changer sur nos déplacements. Voilà un petit peu.

On a essayé de répondre à quelques questions du questionnaire.

Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses au problème... en fait c'est deux questions liées. Quel est aujourd'hui pour vous, selon vous le problème le plus concret, le plus important dans le domaine de l'environnement. Une seule réponse possible. Vous imaginez le débat. Et on a conclu rapidement que c'était le dérèglement climatique qui induisait les difficultés au niveau des crues, des sécheresses. Et à la question les deux questions qui étaient liées, que faut-il apporter comme réponse au problème ? Eh bien la difficulté des transports dont on entend parler régulièrement dans nos médias... Développer la recherche dans

ce domaine et éventuellement, réduire un peu les consommations, faire un effort au quotidien.

PORTE PAROLE DE L'ATELIER 2

Je vais quand même choisir de faire quelques petites remarques. D'abord sur l'honorable assemblée ici présente, je constate le faible taux de jeunes, pur ne pas dire l'absence (*brouhaha*) et également, une non-parité de l'assemblée. (*Protestations*) Ce qui fait qu'on a quand même un reflet, je dirai, de l'état de notre société actuelle. C'est quelque chose qu'il faut quand même méditer. Trente minutes pour débattre et répondre à dix-sept questions, ça tient de la gageure, à moins qu'il ne faille juste valider des choix déjà faits, ce qui ne présente aucun intérêt. Donc on n'a pas répondu à toutes les questions bien sûr, mais on a essayé plutôt de mettre l'accent sur un certain nombre de choses. Dans la première question, on nous demande quel est le problème essentiel qui se pose à la transition écologique. Les problèmes envisagés sont liés, une seule réponse n'est pas suffisante. Mais on a fait comme nos voisins, on a posé comme principe le dérèglement climatique comme élément essentiel, à condition bien sûr qu'on n'entende pas par dérèglement climatique la Nature qui perdait la tête mais aussi que soit mesuré l'impact des activités humaines sur ce dérèglement. Les activités humaines comme l'urbanisation, l'organisation économique, la surconsommation, le principe de croissance infinie, etc.).

On nous demande après ça de trouver une solution. Définir, pour nous la solution elle est quand même assez simple, définir une vraie politique à mettre en place et avoir le courage de l'appliquer en faisant de la transition écologique, un élément essentiel, de base, de principe, un petit peu comme c'était, en apparence, quand Nicolas Hulot était ministre d'Etat, premier ministre pratiquement après le Premier ministre, et en fait on a vu le résultat, c'est-à-dire qu'il y a pas tout à fait un accord entre ce qui est vu et ce qui est voulu.

Donc cette politique, on a rappelé qu'elle pouvait être axée sur l'idée de base, peut-être un peu vilipendée ces derniers temps, du développement durable, en lieu et place de la course à la croissance. Parce que le problème, il est bien là et que cette vraie politique, elle soit amorcée par des principes éducatifs, mais aussi des principes économiques et sociaux, à l'instar des mouvements qui sont déjà en cours. On a des petites et moyennes entreprises, on a des organisations lycéennes, étudiantes, on a plein d'organisations non gouvernementales ou autres qui ont déjà mis en route un certain nombre de choses. Des petites gouttes qui un jour formeront peut-être une grande rivière. Et avoir bien sûr à travers cette politique, le souci indispensable des générations futures. C'est bien là quand même le problème.

Alors on nous demande ensuite si la vie quotidienne est impactée par le changement climatique. Oui. La pollution, les intempéries qui se sont un petit peu accrues, les allergies et les insécurités qui en découlent, voire les catastrophes locales. Les conséquences financières sur les cours des denrées par exemple. De nouveaux modes de vie qui doivent forcément émerger. Ça c'est la conséquence.

Une politique réelle de transition écologique exige en fait plus de contraintes, à tous les niveaux de décision : de l'échelle individuelle au plus niveau de l'Etat, en

passant par toutes les strates de l'organisation. Chaque décision est à prendre désormais à partir du filtre de la transition écologique et passe par une réelle éducation, et je dis bien une réelle éducation, à l'écologie pour tous, c'est-à-dire aussi bien pour les citoyens que pour les futurs citoyens. Voilà.

Débat

CONSTATS

Le transport aérien, c'est du point de vue écologique 10 000 fois le TGV.

La taxe pétrole, la taxe sur les carburants qui a suscité tant de tollé. C'était une belle blague.

Mais qui sommes-nous aujourd'hui pour dire aux gens d'Afrique, d'Asie : « Ah non, vous n'allez pas consommer des voitures comme nous, vous allez polluer la planète ».

On parlait de la goutte d'eau, des colibris, mais à mon avis ce ne sera pas suffisant.

C'est quand même difficile d'arrêter la consommation d'énergie qu'on a actuellement.

Les scientifiques, vous le savez bien, nous annoncent des lendemains très difficiles si nous n'arrivons pas à inverser la tendance.

Nous sommes de la génération qui a créé la merde et ce n'est pas sur d'autres générations qu'il faut compter pour en sortir.

PROPOSITIONS

En interdisant les produits nocifs tels que les pesticides, surtout ceux qui nuisent à nos chères abeilles.

Aujourd'hui, il faut relocaliser.

4^e Thème :

Démocratie et citoyenneté

PORTE PAROLE DE L'ATELIER

Ce qu'il faut retenir de notre table, c'est que nous n'étions pas d'accord sur la plupart des sujets. On va commencer par ça. On a plus ou moins suivi les thématiques en répondant plus ou moins aux questions notamment sur la représentation, la représentativité des citoyens. Pour nous, et là on était tous d'accord, ce sont d'abord et essentiellement les élus locaux. Et les autres élus, notamment les députés, ce qui serait bien c'est que, une fois qu'ils sont élus, ils reviennent nous voir, ils nous fassent des comptes-rendus et ils nous expliquent un petit mieux ce qu'ils ont fait, notamment pour nous les citoyens. Et donc l'idée serait qu'il y ait un lien plus étroit entre les représentants et le peuple. Dans ce but, demander aux députés de délivrer un bulletin annuel ou autre périodique à toutes les familles du département en précisant les actions entreprises ou à entreprendre, ainsi que leur liberté d'action dans leur groupe politique etc. Puisqu'il semblerait que les députés aient beaucoup de travail, ce serait peut-être la raison pour laquelle ils ne siègent pas, on le voit à la télé de manière permanente et qu'ils ne répondent pas forcément aux courriers et que on ne les voit pas revenir dans les circonscriptions, peut-être qu'ils auraient besoin d'ajustement de moyens financiers pour avoir plus de personnes autour d'eux. Voilà de sujets qui ont été posés. Après on n'était pas tous d'accord sur tout ça.

Autre chose aussi, sur le non-cumul des mandats déjà instauré, on n'était pas d'accord, on était soit sur une bonne chose, soit sur une mauvaise chose, soit je sais pas. La limite à trois mandats par exemple comme c'est envisagé, on n'était pas d'accord du tout. Certains proposaient une limite à deux mandats, d'autres une limite puis après pouvoir s'arrêter au bout de deux mandats puis reprendre.

Je parle pour les députés, sénateurs essentiellement. L'autre question qu'on avait rajoutée, c'est d'accorder une limite d'âge. Le problème c'est que fixer un âge c'est compliqué alors peut-être sous réserve d'un certificat médical. Il y a eu pas mal de propositions, on n'a pas tranché, soyons clairs. Autre chose aussi, l'introduction de la proportionnelle, puisque c'est quand même un projet de loi qui est expliqué d'ailleurs dans la première page. Rajouter une certaine dose de proportionnelle pour certaines élections. Alors là chacun avait son idée et pas la même que les autres. Tout ça, ça a l'air notamment lié au problème du millefeuille qui a été largement évoqué par d'autres tables. Mettre un peu de proportionnelle aux législatives, oui ça pourrait, mais pas forcément et alors surtout pas aux autres. Et puis certains trouvent qu'il y a des partis qui sont trop peu représentés en nombre de personnes par exemple, députés, alors que l'opinion, le résultat des élections est beaucoup plus important proportionnellement aux votes, enfin aux exprimés.

Et alors faut-il diminuer le nombre de parlementaires ? Joker ! Pas d'accord, vraiment moitié, moitié de la table, pour des raisons différentes. Ça s'est compliqué pour la représentativité, et puis il y a eu des questions qui étaient un peu différentes mais qui avaient la même réponse. Par exemple, que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections ou comment les inciter davantage etc., etc. les incivilités. A pas mal de questions, on a répondu la même chose :

plus d'éducation civique à l'école, le rôle de l'école primordial pour instruire les choses de la vie civique et pourquoi pas utiliser les médias, la TV pour inciter à venir voter, pour intéresser les gens parce que finalement à part des grands débats où ça reste très serré, y a pas grand-chose de plus.

Attention à l'effet internet qui peut là par contre apporter du négatif, l'utilisation peut être mal utilisée. Et en revanche faut-il rendre le vote public obligatoire ? On était très très partagés, car cela supprime la notion d'abstention, l'abstention n'existe plus. Voilà on n'a pas réussi à se mettre d'accord. Faut-il prendre en compte le vote blanc ? On était tous d'accord mais pas de la même manière. On s'est inspiré de ce qui se passe dans d'autres pays avec une proposition : à partir d'un certain nombre de pourcentage de votes blancs, on annule et on recommence l'élection. C'est ce qui se passe dans certains pays.

Ce qui est demandé de manière unanime, c'est l'histoire de l'éducation civique etc., et plus de réunions comme ce soir, plus de démocratie participative, avec la présence des élus qui nous expliquent et qui nous permettent éventuellement de débattre aussi librement qu'ici ce soir puisque, je connais un certain nombre d'entre vous et je sais que nous ne sommes pas des mêmes opinions politiques mais qu'on arrive à échanger de manière extrêmement simple, sympa, et franchement c'est quelque chose que je trouve très important, si vous êtes tous d'accord sur ce point-là, bien que n'étant pas d'accord sur le reste du sujet.

Débat

CONSTAT

- **Heureusement, qu'on a les députés européens qui légifèrent parce que les problèmes sont partout.**
- **Donc si en plus de ce redécoupage, de ce nombre respectable de députés élus à la proportionnelle, on diminue le total des députés, je pense que, franchement, c'est très préjudiciable au travail législatif.**
- **On apprend un petit peu de la complexité sur des choses qu'on ne connaît pas.**
- **Le Grand Débat : un vrai renouveau démocratique.**
- **Avec le Grand Débat, on a une participation des citoyens à une enquête collective la plus grande possible.**
- **Il faut réfléchir aux causes de cela et moi j'en vois une : c'est que dans beaucoup de cas, les promesses ne sont pas tenues.**
- **Les élus, on en a besoin, que ça soit au niveau municipal, départemental, parlementaire.**
- **Nous sommes là aujourd'hui parce que ça a été déclenché par les gilets jaunes.**
- **On a bien vu quand même où on va, de la liberté à l'anarchie.**

PROPOSITIONS

- **Pour ce qu'il y ait une certaine contrainte, qu'on réfléchisse pour dire quand la Cour des Comptes a identifié une anomalie.**
- **Si on veut une vraie démocratie, il faut qu'on ait des pouvoirs qui s'équilibrent les uns les autres.**
- **On doit montrer l'exemple, si vous voulez que les gosses soient citoyens.**
- **La transition écologique, dans les programmes, on en parle, mais ce n'est pas évalué.**